Mercredi 31 mai 1978 No 898

1,70 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Mercredi 31 mai sur TF1

LA TROUPE DES JACQUOUS

Dans le cadre d'une émission consacrée aux rencontres du théâtre amateur, une séquence de l'émission «A la bonne heure» à 18h sur TF1, sera consacrée à la troupe de marionnettes «Les Jacquous»

Editorial

L'unité oui, mais pour quelle stratégie ?

Les militants du PCF s'interrogent actuellement sur bien des sujets. Aussi n'est-il pas étonnant que certains se soient rendus à la fête de la Ligue communiste révolutionnaire. Les militants de « Rouge » ne se proclament-ils pas des révolutionnaires et ce mot, dix ans après 1968, n'a-t-il pas de quoi frapper des militants qui se posent, au fond, des questions sur la stratégie de leur parti ?

C'est justement à cette question que Krivine n'a même pas apporté un début de réponse, se contentant de proposer l'unité d'action sans vouloir se démarquer nettement de la stratégie des partis de gauche.

Certes, personne ne le contredira, l'unité d'action est indispensable à la classe ouvrière. Les marxistes-léninistes qui ont été exclus du PCF au début des années 1960, après y avoir défendu aussi longtemps qu'ils l'ont pu les idées révolutionnaires propres aux communistes authentiques, ont toujours défendu aussi l'unité à la base et dans l'action.

Mais, dans leur esprit, cette unité est indissociable d'une stratégie, la lutte classe contre classe. Celle-ci peut faire de la classe ouvrière un bloc capable de rassembler le peuple travailleur pour renverser les classes exploiteuses par une révolution instaurant d'emblée le socialisme garanti par la dictature du prolétariat.

Cette stratégie, bien sûr, Krivine n'a pu en souffler mot et comment l'aurait-il fait ? Depuis dix ans, en ce qui le concerne, davantage pour d'autres groupes trotskistes, leur stratégie a consisté, sous des paroles révolutionnaires, à appuyer les partis de la gauche aux élections.

Malgré les apparences, ils n'ont pas rompu avec la stratégie des partis de gauche et revendiquent eux-même d'en constituer un appendice, l'extrême-gauche, à la gauche de la gauche. Et ils n'ont pas non plus de stratégie de rechange.

Quant à nous, si nous nous adressons aux militants du PCF, c'est bien entendu pour leur proposer l'unité d'action indispensable contre le gouvernement Giscard-Barre et sa politique d'austérité pour les travailleurs. Mais c'est aussi pour débattre de la question fondamentale qui doit servir de base à l'unification politique, celle de la stratégie à suivre pour mener au socialisme.

Nous sommes simplement des communistes restés fidèles à la voie révolutionnaire, comme le PCF du temps où il était le grand parti des travailleurs. Nous nous efforçons d'appliquer cette stratégie à la France et au monde d'aujourd'hui. En effet, toute l'expérience du mouvement ouvrier le prouve, c'est la seule qui ait pu mener la classe ouvrière au socialisme.

Jean NESTOR

HAUSSE DES PRIX : +1,1% EN AVRIL

La plus forte depuis 18 mois

(Voir article page 3)

Manifestation de solidarité avec le peuple argentin à Paris, le 31 mai, à 18h30 (Métro Oberkampf)

Le COBA, soutenu par les organisations suivantes, appelle à une manifestation de soutien et de solidarité avec le peuple argentin victime de la dictature de Videla pour le mercredi 31 mai, à 18 h 30 au métro Oberkampf.

Après avoir interdit celle prévue pour le 23 mai dernier, le gouvernement vient enfin d'autoriser cette manifestation. C'est une victoire de la campagne contre la répression en Argentine. C'est un coup d'arrêt aux projets du gouvernement de limiter le droit de manifester.

Le COBA demande à toutes les organisations syndicales et politiques, à tous les travailleurs, à tous les démocrates de se joindre à cette initiative. Le COBA rappelle sa volonté d'en faire une manifestation massive, pacifique et déterminée à affirmer sa large solidarité avec les luttes du peuple argentin.

Cette manifestation représentera un pas de plus dans la mobilisation contre le régime de terreur qu'impose Videla au peuple argentin au moment où s'ouvrira officiellement la Coupe du monde de football.

Le COBA, le 29 mai 1978
Soutenu par : CCA, OCT, LCR, PCR(ml), UCER, UCF(ml), UTCL, FA, École émancipée, Cédétim, En Avant Prolétaire, PCMLF, JCMLF.

2e congrès du Syndicat unitaire d'Espagne

Un syndicat de classe «pour le pain, le travail et la liberté»

Les 25, 26, 27 et 28 mai, se tenait à Madrid le deuxième congrès du Syndicat unitaire.

Le premier congrès s'était déroulé l'an dernier dans la clandestinité et le développement du syndicat aussi bien que l'évolution de la situation politique et sociale nécessitaient la tenue rapprochée d'un second congrès.

Du temps du fascisme, les Commissions ouvrières avaient assuré la conduite et l'organisation des luttes contre le régime franquiste. Des syndicats, tels que l'UGT n'avaient pratiquement d'existence qu'à l'étranger : « coquille vide » avec vitrines entretenues notamment par le Parti social-démocrate allemand.

A la fin du franquisme, au moment où les peuples d'Espagne arrachaient, une à une, des libertés longtemps étouffées sans que la bourgeoisie monopoliste puisse s'y opposer, l'aspiration à l'unité était très forte dans la classe ouvrière. Dans ces conditions, une dure lutte opposa deux lignes dans les Commissions ouvrières : celle des représentants du PCE, le parti de Carrillo, tenant avant tout à contrôler le mouvement et très pressé de mettre en place une structure de syndicat national... qu'ils tiendraient en main naturellement.

(Suite page 2)

Des vétérans de la guerre d'Espagne.

• Allemagne de l'Est

125 détenus libérés contre rançon

L'Allemagne de l'Est a libéré au cours des deux dernières semaines, cent vingt-cinq prisonniers politiques contre le versement de rançons, par le gouvernement de Bonn, a annoncé, vendredi, à Berlin-Ouest, le « comité du treize août ».

Parmi ces prisonniers libérés avant l'expiration de leur peine et envoyés en Allemagne de l'Ouest figurent notamment dix-sept personnes originaires de RFA et de Berlin-Ouest qui avaient essayer de faire passer clandestinement à l'Ouest des ressortissants est-allemands.

Les autres détenus libérés sont des Allemands de l'Est, condamnés pour « propos calomnieux » à l'égard de la RDA ou pour avoir écrit des lettres à des personnalités internationales comme le président Carter, leur demandant de les aider à quitter leur pays.

Selon les indications fournies en début d'année par le gouvernement de Bonn, environ 14 000 anciens prisonniers politiques ont été ainsi libérés depuis 1964 contre des rançons s'élevant à plus de 23 millions de deutsch mark – soit 11,5 millions de dollars –.

2e congrès du Syndicat unitaire d'Espagne

Un syndicat de classe pour «le pain, le travail et la liberté»

(Suite de la page une) L'autre proposant un processus démocratique qui permettrait d'unir tous les travailleurs, en prenant comme base les commissions ouvrières, dans un seul syndicat, afin de pousser plus loin la lutte anticapitaliste et pour en finir avec lui. Le caractère inconciliable de ces deux lignes s'est confirmé amplement par la suite.

Carrillo a précipité son parti et les commissions ouvrières maintenues, dans la voie de la collaboration avec la bourgeoisie, jusqu'à signer le pacte social de la Moncloa (accord pour limiter les revendications ouvrières).

Cette ligne a également permis à un syndicat comme l'UGT de se regonfler jusqu'à être aujourd'hui le second syndicat en Espagne; elle a finalement divisé la classe ouvrière.

L'AUTRE CHOIX

Dans les commissions ouvrières, de nombreux travailleurs refusèrent cette orientation.

Restant sur des positions de classe, ils constituèrent le Syndicat unitaire, troisième syndicat d'Espagne, ils rejetèrent le pacte social et la collaboration de classe.

En ce moment, la crise économique s'approfondit : un million et demi de chômeurs par exemple. De plus, le gouvernement prépare la nouvelle constitution espagnole. Le projet comporte de nombreuses limitations aux droits des travailleurs en général, au droit syndical en particulier. Ainsi, par exemple, une section d'entreprise, pour être reconnue, devrait syndiquer 10 % des travailleurs. Ce projet vise sans aucun doute le Syndicat unitaire. Le PCE l'a d'ailleurs d'abord approuvé pour prendre ensuite ses distances lui-même risquant en fait d'y perdre des plumes !

Le Syndicat unitaire, après un an d'existence n'a pu être abattu, au contraire! Le deuxième congrès avait pour tâche de le renforcer du point de vue de son orientation, de sa formation (éducation), de son organisation. Il devait lui donner l'arme d'un programme concret anticapitaliste, susceptible d'unir sur des bases de classe les plus larges masses de travailleurs.

UN ÉVÉNEMENT IMPORTANT

« Front commun pour le pain, le travail et la liberté » *« Front commun contre le pacte social de la Moncloa ».*

C'est en bon ordre, dans un remarquable esprit unitaire et de discipline dans de bonnes conditions de démocratie (magré la préparation rapide) que le deuxième congrès a atteint ses objectifs. La présence, dans sa direction et parmi les délégués, de nombreux vétérans de la guerre d'Espagne et du PCE de l'époque, donnait le sentiment exaltant qu'on renouait ici avec la grande tradition révolutionnaire espagnole.

Et c'est avec beaucoup d'émotion que nous avons chanté l'Internationale avec le congrès enthousiaste dans l'immense immeuble construit du temps de Franco pour les syndicats fascistes.

L'existence et le développement d'un tel syndicat de classe où l'ORT (Organisation révolutionnaire des travailleurs : marxistes-léninistes) joue un rôle politique de premier plan est un fait important, et ce, pas seulement en Espagne. C'est aussi un grand encouragement à tous les ouvriers d'Europe pour mener la lutte contre le capitalisme, contre la voie réformiste ou révisionniste de la collaboration de classe.

Un esprit d'unité et de discipline.

• Tchécoslovaquie

Brejnev va fêter le 10e anniversaire de l'agression soviétique

Brejnev effectuera du 30 mai au 2 juin une « visite d'amitié en Tchécoslovaquie, dix ans après avoir ordonné l'agression contre ce pays.

Le gouvernement que l'URSS a mis sur pied correspond bien à ses désirs. On peut difficilement s'aligner plus nettement sur les positions de Moscou que ne le fait Husak, chef de l'État tchécoslovaque, saluant à tout rompre la politique extérieure de l'URSS, il favorise le pillage de son pays par le social-impérialisme.

DES DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES PLUS GRANDES

La plus grande partie des échanges commerciaux de la Tchécoslovaquie s'effectuent avec l'URSS et, depuis quelques années, la balance commerciale accuse un déficit dont l'augmentation des prix des produits vendus par l'URSS est responsable (il y a eu une forte augmentation des prix du pétrole, or 85 % des importations de carburant proviennent d'URSS).

Les prix des produits, industriels, vendus par la Tchécoslovaquie à Moscou, eux, n'augmentent pas.

UNE MEME POLITIQUE FASCISTE

L'attitude du gouvernement tchécoslovaque envers les dissidents n'a rien à envier à celle prise par les dirigeants de Moscou.

La formule « prison » pour ceux qui protestent contre le gouvernement fasciste semble toutefois préférée à celle des hôpitaux psychiatriques.

Plus de 200 personnes sont actuellement emprisonnées dans ce pays pour « délits politiques » et près de 30 000 autres sont placées chaque année, en détention préventive.

Dans un document adressé à l'assemblée fédérale tchécoslovaque, les signataires de la « Charte 77 » font une critique violente au régime pénitentiaire et surtout des conditions appliquées aux prisonniers politiques.

Ils expliquent que la durée moyenne d'incarcération est de trois mois. Le nombre de personnes placées en détention préventive oscillant entre 5 000 et 8 000, 20 000 à 30 000 personnes passent chaque année par les prisons en détention préventive.

ETRE PRISONNIER POLITIQUE EN TCHÉCOSLOVAQUIE

La peine de prison, ajoutent-ils, signifie automatiquement le régime de travaux forcés. Tout signe d'insubordination entraine le transfert du « coupable » sur un centre pénitentiaire plus sévère, et souvent de nouvelles poursuites judiciaires.

Les prisonniers politiques sont aussi soumis à l'isolement.

Aux termes du règlement intérieur des prisons, dont une copie figure dans le document des chartistes, les prisonniers soumis au régime d'isolement se trouvent seuls dans une cellule, où il n'a pas le droit de fumer, d'écrire, de recevoir du courrier, des colis ou des visites, ni d'acheter des objets pour son usage personnel. Il lui est également interdit de se reposer sur son lit, de l'heure du réveil (6 h) à celle du coucher (21 heures).

UNE SOUMISSION RÉCONFORTÉE

C'est ce pays de dictature que Brejnev va visiter et honorer. Pour avoir bien suivi les ordres de Moscou, le gouvernement tchécoslovaque a déjà été bien récompensé : en janvier dernier, Husak le chef de l'État tchécoslovaque, s'est vu décerner la plus haute distinction soviétique et deux mois plus tard, son portrait tournait dans l'espace à côté de celui de Brejnev, à l'intérieur de la station orbitale « Saliout 6 ».

En effet, les dirigeants de l'URSS avaient choisi de réserver à un Tchécoslovaque l'honneur d'être les premiers ressortissants non-soviétiques ou américains à participer à un vol spatial. Sans compter les éloges de Moscou pour la « solidarité internationale » de Husak envers l'URSS. Comme quoi Brejnev n'est pas ingrat envers ses fidèles.

• Italie

La CGIL pour le droit de grève, mais...

Le gouvernement italien a adopté vendredi plusieurs projets de loi concernant *« les investissements et le rééquilibrage du budget »*. Un des points importants est la décision d'augmenter les entrées fiscales de 1 550 milliards de lires.

Cela entraine, entre autres mesures, une augmentation de 20 % des tarifs ferroviaires à partir du 15 juillet 1978 et de 16 % pour l'électricité.

Les nouvelles mesures viendront diminuer le pouvoir d'achat des travailleurs et rendre encore plus difficile la vie des innombrables chômeurs. Elles ne manqueront donc pas de faire des remous. Lama, secrétaire de la CGIL (CGT italienne) a déjà pris les devants en conseillant de ne pas trop utiliser la grève, ou de l'utiliser d'une *« bonne manière »*.

Cela veut dire pour lui : *« Je crois à l'autodiscipline, à un code de comportement qui fixe, avec les préavis voulus, la date, la durée et les limites des mouvements de grève dans le secteur public. Celui qui travaille dans un bloc opératoire ne peut pas faire grève, pas plus que celui qui a en main les manettes d'une centrale électrique, jetant ainsi le black-out sur une ville »*.

Et, pour ceux qui ne respecteront pas cette autodiscipline, Lama pense que *« La réquisition dans certains secteurs d'importance vitale »* sera nécessaire.

A ce propos, il a déclaré que les syndicats devront prendre des mesures concrètes avant l'été contre ceux qui n'obéiront pas aux ordres syndicaux. Ainsi, la CGIL, dont on connait les liens avec le PCI, en vient à utiliser les mêmes arguments que ceux du gouvernement français contre les grévistes de l'EDF, il y a 5 mois

Les contestataires du PCF à la fête de «Rouge»

Les questions essentielles n'ont pas été abordée

La présence à la fête de « Rouge », le week-end dernier, de membres responsables du PCF et du PS témoigne de la pression et de l'attrait croissant dans les rangs de ces partis des idées révolutionnaires et de thèmes chers aux travailleurs comme l'unité à la base, l'unité et non le sectarisme.

Ainsi Elleinstein, intellectuel contestataire du PCF, a déclaré : « *Bien que je sois communiste à part entière, et en accord profond avec les conclusions du 22e congrès, je suis ici parce que je crois que c'est dans le débat que grandira l'union* ». Et ces paroles dépassent leur auteur pour refléter l'opinion de maints militants de base du PCF. de la stratégie du 22e congrès appliquée avec une union plus large, une unité à la base.

A cette question essentielle de la stratégie, que répondent les dirigeants de la « Ligue communiste révolutionnaire » ? Dans son intervention centrale, Krivine a commencé par dénoncer très fermement, comme à l'habitude, les partis de gauche : « *La force apparente de la bourgeoisie est liée aux carences des organisations réformistes et à leur trahison. Jamais les staliniens ne diront que leur politique est une politique contre-révolutionnaire* ». Et pour conclure, il s'est félicité du succès que représentait la fête « *parce que, pour la première fois, des représentants de ces partis viennent à un meeting trotskiste* ».

Jean Elleinstein (PCF) et Gilles Martinet (PS) à la fête de « Rouge ».

Mais la question essentielle autour de laquelle tourne le débat au sein du PCF, au-delà du centralisme démocratique, du rapport avec les masses et des formes d'action, touche bel et bien à la stratégie de ce parti. C'est là aussi que les choses sont le plus confuses. Nombre de militants qui s'expriment espèrent voir aboutir leurs aspirations dans le cadre

C'est ce qui s'appelle tourner autour du pot. Reprendre les aspirations à l'union des militants du PCF et du PS, Krivine a su le faire. Mais entreprendre le débat réel sur la stratégie à suivre pour aller au socialisme, il s'en est avéré incapable.

Demande de contact

Contre le gouvernement Giscard-Barre,
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Lutter dans l'unité,
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste.

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom . . . . . .
Prénom . . . . . .
Adresse . . . . . .
Profession . . . . . .

Pour toute correspondance, téléphonez au numéro suivant :

205 51 10

Hausse des prix : + 1,1 % en avril

La plus forte depuis 18 mois

Mardi, à l'occasion du Comité des prix, Monory ministre de l'Économie a annoncé tout un train de mesures dans le cadre de la liberté des prix.

Déjà jeudi, les véhicules utilitaires, la machine-outil et l'outillage vont être concernés. Peu après ce sera le tour des conserves, biscottes, pneumatiques et aussi de l'automobile. « *On peut penser que, assez sensiblement avant la fin de l'année, tout sera terminé* » avait-il déjà déclaré dimanche soir, invité au club de la presse d'Europe 1. Cette libération des prix vise selon Monory à « *transférer la responsabilité de décision de l'État vers les chefs d'entreprises et à supprimer bon nombre des interventions de l'État dans la vie des entreprises* ».

En clair, il s'agit de l'application des méthodes déjà préconisées par Barre et qui visent à accélérer la restructuration actuelle du capitalisme aux dépens des faibles et au détriment de nombreux travailleurs qui risquent de se retrouver sur le pavé après la fermeture des entreprises les moins compétitives.

CHOMAGE ET LICENCIEMENTS

Évoquant cette question, Monory a déclaré : « *Je ne crois pas qu'il faille supprimer ou arrêter de soutenir tel ou tel secteur sans avoir un plan de reconversion* ». Il a cependant aussitôt ajouté : « *On ne peut pas soutenir ce qui n'est pas soutenable* » et « *le gouvernement est décidé non pas à entretenir l'anémie des entreprises mais à traiter les problèmes au fond* ». Cela implique bien entendu dans son esprit que ce traitement sera fait « *parfois d'une façon chirurgicale et ce sont les instructions que j'ai données au CIASI* ».

Ceci au moins a le mérite d'être assez clair et il va falloir que les travailleurs luttent pied à pied contre les licenciements auxquels le gouvernement Giscard va lâcher la bride dans les prochains mois. Les manifestations d'une ampleur jamais vues dans les Vosges où le plan de Boussac n'a pas été accepté par le gouvernement parce qu'il n'était pas assez radical et ne prévoyait pas suffisamment de licenciements montrent assez qu'ils sont décidés à riposter.

BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT

Qui dit liberté des prix sous-entend que, pour augmenter leurs profits, les patrons vont s'efforcer d'augmenter certains prix, d'où une hausse du coût de la vie. Monory n'a voulu donner aucune indication là-dessus à Europe 1 ni sur l'accroissement de l'inflation que la liberté des prix allait entraîner. « *La liberté des prix, ce n'est pas du tout le désir de gagner davantage d'argent,* a-t-il cherché à prétendre, *c'est le transfert de la responsabilité de l'économie envers les chefs d'entreprise* »

Une manière comme une autre de dire que son gouvernement va inciter les patrons à se montrer fermes face aux demandes d'augmentation collective de salaires et à désamorcer les mouvements par des augmentations données, pour diviser, à la tête du client. Décidément, la politique de liberté des prix de Monory c'est le plan Barre 3 qui continue, plus de profits pour les capitalistes les plus puissants, licenciements, chômage et bas salaires pour les travailleurs... et ce plan, les travailleurs n'en veulent pas.

Contre le gouvernement Giscard-Barre
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Lutter dans l'unité,
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste

OU MENE L'UNION DU PEUPLE DE FRANCE ?

« Pour gagner, pour avoir une union solide, il aurait fallu, il faudrait la développer à la base ».

C'est un peu dans ces termes qu'on réagit beaucoup de travailleurs, militants du PCF ou proches, après l'échec de la gauche et même dès la rupture de septembre. Les travailleurs sont profondément attachés à l'Union, à l'unité et il n'y a là aucun calcul politicien, seulement l'expérience que là se trouve la clé du succès.

Une exigence d'unité à la base et une profonde méfiance à l'égard d'accords de sommet si facilement rompus, voilà l'idée positive qui anime de nombreux militants. Marchais pour y faire face, parle de développer « l'Union du peuple de France » à la base.

En fait, l'Union du peuple de France reste relativement à l'abri des coups en cette période de grande remise en cause, au sein comme autour du PCF. Chacun reprend la notion à son compte, tout cela mérite qu'on s'y arrête. Cette stratégie adoptée de manière définitive lors du 22e congrès du PCF, a en effet des airs très attrayants.

De quoi s'agit-il ?

Tout d'abord, elle se présente comme une stratégie de large union et les travailleurs ont appris au cours de plus de cent années de lutte de classe que la classe ouvrière ne peut gagner seule. Face à un ennemi puissant qui dispose de tout l'arsenal constitué par l'appareil d'État, elle a besoin d'alliés.

Ensuite cette stratégie propose de concentrer les coups contre une cible, la plus réduite possible. Il s'agit d'unir contre « *la petite caste qui domine l'économie et l'État, l'immense masse de ceux qui vivent de leur travail et servent le pays, de toutes les victimes des monopoles* ».

Si Marchais propose l'Union du peuple de France avec un peu plus de place pour les jeunes, la lutte des femmes, l'autogestion et pourquoi pas quelques appels du pied à l'extrême-gauche, sa stratégie reste la même. Il ne s'agit pas tant de combattre les monopoles et de détruire le système capitaliste d'exploitation, que de prendre la tête de ces monopoles. Se substituer à la « *petite caste* » des monopoleurs par le truchement des nationalisations. Loin d'être un bouleversement des rapports sociaux mis en place par le capitalisme, le socialisme de Marchais ne ferait que les perpétuer : c'est seulement le sommet de la société qui changerait. Des preuves ? Mais c'est précisément la stratégie d'alliance baptisée Union du peuple de France qui les fournit.

Avec qui la classe ouvrière doit-elle s'allier pour aller au socialisme ? Avec « *les employés, les paysans, les ingénieurs et les techniciens, les enseignants et les artistes, les commerçants et les artisans, les petits et moyens entrepreneurs* »

Et à tout ce monde-là on promet, si l'on peut dire, le « *maintien des avantages acquis* » sous le capitalisme. Mais si rien ne change pour eux qu'est-ce qui va changer pour la classe ouvrière, qu'est-ce qui va changer pour les paysans pauvres si on laisse en place le capitalisme agraire, qui est loin d'être monopoliste ? Même les patrons des PME pudiquement appelés « *petits et moyens entrepreneurs* » sont promus au rang de « *forces du changement* ». Convaincre ces patrons « *victimes des monopoles* » qui exploitent non pas moins mais souvent plus durement les ouvriers ce serait ça la voie révolutionnaire !

Gageons que les ouvriers de ces mêmes PME envisagent autre chose quand ils parlent de changement. (1).

— Non, on ne peut concilier le socialisme et le maintien de l'exploitation. Monopoliste ou non, le capitalisme il faut le faire disparaître. Il n'y a pas de place pour les PME dans le mouvement populaire. Pour ce qui est des autres couches, il est effectivement possible et nécessaire de les rallier ou de les neutraliser dans la lutte pour le socialisme. Mais c'est l'unité et la combativité de la classe ouvrière qui conditionne le ralliement plus massif des autres couches au mouvement révolutionnaire. Nous verrons demain que la stratégie du PCF ne permet pas de réaliser cette unité et que loin de stimuler la combativité de la classe elle ne fait que la ruiner.

Pierre MARCEAU

(1) 1/3 de l'économie française est constituée d'entreprises familiales. 73 % de la population active est employée dans des entreprises de moins de 100 salariés.

Appel de solidarité avec les expulsés du Marais (Paris)

Depuis plus de trois ans, les habitants du quartier du Marais, à Paris, luttent contre les projets de rénovation de la Ville de Paris et des sociétés immobilières soutenues par le pouvoir en place.

Ces projets visent délibérément à expulser la population locale, à la déporter en banlieue, à briser toute forme de vie populaire en transformant le Marais en quartier-vitrine et en réserve de luxe.

Organisés en comité de défense, regroupés dans l'Intercomité du Marais, les habitants ont *dans un premier temps* (1974-1975) fait échouer le projet Maeght qui visait à octroyer gratuitement l'ilôt Beauvais au richissime négociant d'art en expulsant sans relogement les habitants déclarés « locataires à titre précaire » par référence à un arrêté datant de Vichy.

Dans un second temps, les habitants ont formulé leur propre conception de la rénovation : réhabilitation des immeubles laissés volontairement à l'abandon par la Ville de Paris trouvant là le prétexte d'« insalubrité » dont elle avait besoin pour justifier la rénovation de luxe et la vente du quartier à des privilégiés :

- *Maintien dans les lieux de la population locale,*
- *Ouverture des logements vides aux mal-logés,*
- *Réintégration des habitants expulsés,*
- *Mise à disposition de locaux à usage collectif.*

Ils ont formulé également *leur propre conception* de la lutte *en refusant* farouchement de s'exiler en banlieue pour être définitivement normalisés, *en réanimant le quartier,* en soutenant les travailleurs mal-logés réoccupant les logements vides que la Ville de Paris avait fait murer depuis longtemps.

Ils ont affirmé par là qu'un quartier, c'était un tissu humain bien plus qu'un tissu de pierres.

Ainsi, l'an dernier, après leur expulsion par la police de l'ilôt Saint-Paul, deux familles occupantes, soutenues par l'ensemble de la population, avaient obtenu leur relogement dans le quartier.

Depuis, un calme pré-électoral régnait.

Les choses ont changé ces jours-ci.

Le 12 mai, au matin, armés de mousquetons, les CRS et la police aux ordres de la Ville de Paris, ont procédé, par les pires méthodes, à l'expulsion de cinq locataires en titre rue Saint-Paul et Quai de l'Hôtel de Ville ainsi que de la famille Saada, résidente depuis toujours dans le quartier, mal-logée, quatre enfants, ayant vécu à six personnes dans huit mètres carrés pendant dix ans avant d'occuper un logement rue François Miron depuis dix-huit mois, dont la Ville de Paris encaissait régulièrement les loyers et lui donnait des quittances.

Des expulsions le 12 mai 1978.

Il est clair qu'en visant Yolande Saada dont la lutte avait été un exemple de la détermination de la population du Marais, et cela sans même qu'un projet de rénovation soit en cours rue François Miron, le pouvoir, la Ville de Paris, les sociétés immobilières entendent venir à bout de la résistance populaire que les habitants ont opposée de façon tout à fait autonome.

Les signataires de cet appel dénoncent l'hypocrisie de la Ville de Paris et des pouvoirs publics qui usent du discours de la « concertation » pour mieux masquer leur politique de violence policière et d'expulsion « pour l'exemple ». *Ils demandent* que cessent les manœuvres d'intimidation policière et administrative à l'égard des habitants du Marais.

Ils s'affirment solidaires des familles occupantes et de l'Intercomité qui font face à un procès intenté par la Régie immobilière de la Ville de Paris qui leur réclame douze millions d'anciens francs d'indemnités par mois d'occupation pour « retards de travaux » et « incitations à des occupations illégales » !

Ils estiment que l'existence de centaines de logements vides face à l'état de nécessité des mal-logés et des expulsés et à leur revendication de rester dans leur quartier d'origine ou d'affinité constitue une véritable provocation qui ôte toute légalité aux expulseurs.

Ils exigent la réintégration immédiate pour tous les expulsés dans le Marais. *Ils appellent* le plus grand nombre à signer et à faire signer cet appel et à souscrire au soutien financier en adressant signatures et chèques (au nom de Claude Berger) au *Comité de soutien de l'Intercomité du Marais,* 7, rue des Lions-Saint-Paul, 75004 Paris. Permanence les samedis à 18 h.

• Université de Besançon

«Table ronde» contre le chômage

Le centre de linguistique appliquée (CLA) de l'Université de Besançon, département de la faculté des lettres (enseignements des langes, recherche, formation de professeurs sera en grève le 30 mai, avec le soutien de SGEN, de SNESUP et de la CGT.

Tout en étant un service public, le CLA est contraint à recourir massivement à l'autofinancement. 93 % des dépenses concernant le paiement des salaires du personnel. Sur 104 personnes, 6 seulement sont titulaires.

Or, pour 1978, le déficit est d'environ 200 millions d'anciens francs. Ce qui fait poser de lourdes menaces sur notre emploi et d'abord sur celui des vacataires.

Cette situation est semblable à celle des personnels hors-statuts de l'université de Besançon (environ 200 personnes),. C'est pourquoi, avec eux, nous organisons le mardi 30 mai une table ronde, 47, rue Mégevand, à 10 h : « *Les formes déguisées de chômage : comment s'unir pour lutter contre ?* ».

En effet, nous sommes déterminés à créer l'union la plus large pour faire aboutir nos revendications :

– *Pas un seul licenciement.*

– *Intégration et titularisation de tous les hors-statuts.*

– *Suppression du vacatariat et de toutes les formes d'emploi hors-statut.*

– *Maintien des avantages acquis.*

• Pau

Manifestation des lycéens contre la réforme Haby

Actuellement se développe à Pau un mouvement lycéen contre la réforme Haby. En voici des échos.

Le lundi 22 mai, une grève se déclenche dans les principaux lycées de Pau et une manifestation rassemble 1500 lycéens l'après-midi

Le mardi 23, au lycée Saint-Cricq, malgré les provocations du proviseur (menaces, tentative de destruction d'un mégaphone), une assemblée générale se tient et la grève est votée à 65%. Les lycéens des différents établissements se réunissent, et à 14 h, c'est le départ en manifestation vers un CET. Là-bas, une lycéenne est menacée d'être renvoyée pour avoir pris la parole. La directrice revient sur sa décision, sous la pression des manifestants. Cependant, les élèves du CET ne rejoignent pas la manifestation, forte alors de 1500 à 2000 personnes. Vers 17 h, le cortège se dirige vers l'inspection académique et c'est l'occupation des locaux par 300 lycéens.

De la part des proviseurs et de l'inspecteur, c'est le refus de négocier et l'appel aux flics. A 18 h, les flics « libèrent » les locaux et matraquent quelques manifestants ; l'un est jeté à terre et tabassé par les flics. Mais les lycéens se regroupent à une centaine de mètres et repartent en cortège à la préfecture où ils organisent un sit-in.
Tout au long de la journée, ils ont discuté avec la population et en particulier avec les parents. d'élèves pour expliquer leur lutte.

Correspondant HR
après discussion avec
les lycéens.

• Fonderie RGJ-St Herblain (Près de Nantes)

Une lutte dure face à un patron dur

La quasi totalité des ouvriers de la fonderie Ribrac-Geudron-Josse, dans la zone industrielle de Saint-Herblain sont en grève depuis le 10 mai.

Avec leur section CGT, ils revendiquent un rattrapage des salaires sur ceux de la métallurgie nantaise : 200 F uniforme pour tous par mois, la cinquième semaine de congés payés, la revalorisation de la prime d'ancienneté.

Tous les matins , les grévistes décident de la marche à suivre. Ils organisent le soutien en allant faire des collectes et distribuer des tracts dans les autres entreprises de la zone industrielle.

La lutte est dure face à un patron de choc, président des Fonderies de l'Ouest, qui ne leur accorde que des miettes et qui menace de licencier certains ouvriers (les plus anciens et les plus jeunes), si le travail ne reprend pas. Si les grévistes arrivent à élargir le rapport de force en leur faveur, à coup sûr, ils auront satisfaction.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs

Rassemblement à Collinée (Côtes-du-Nord)

Une initiative positive pour «vivre et travailler au pays»

Voici un article envoyé par des camarades de St-Brieuc à propos de l'action organisée le 27 mai à Collinée, par la CFDT.

Il est important aujourd'hui de redonner confiance aux travailleurs en leurs propres forces. Le rassemblement de l'UD-Côtes-du-Nord-CFDT, le 27 mai, à Collinée nous parait aller dans le bon sens.

> Gilles est célèbre en Bretagne pour ses multiples méfaits ; Il est le PDG du plus gros abattoir d'Europe ; il y a quelques années il a enlevé une partie de l'abattage des abattoirs municipaux de St-Brieuc ; il est connu comme pollueur. Plusieurs fois condamné, il a même été en prison avec cellule « trois étoiles » et horaire à la carte. Il a, à Collinée, un manoir avec parc et piscine que les ouvriers payés au SMIC peuvent voir tous les soirs en sortant du boulot.

D'abord, par le lieu retenu. A Collinée, les abattoirs Gilles sont menacés de fermeture, ce qui réduirait au chômage plus de deux cents ouvriers. De plus, comme Gilles a pratiquement le monopole de l'embauche sur le pays du Méné, la fermeture toucherait environ 2 000 personnes, petits paysans, commerçants, artisans, familles des travailleurs. En particulier, de nombreux petits éleveurs, à qui Gilles doit plusieurs dizaines de millions, qui se sont équipés pour fournir le détail (réduction d'heure est à la lutte contre les licenciements et le chômage.

aux abattoirs et se sont endettés.

L'EXODE

Ce qui est grave pour la région, c'est que l'exemple de Gilles n'est pas isolé.

Beaucoup d'entreprises de la même région risquent de fermer.

Toute une population est poussée à quitter la région, c'est contre cela que s'impose le mot d'ordre : *« Vivre et travailler au pays »*.

C'est contre cela que les 1 500 manifestants, ouvriers et petits paysans unis, criaient en janvier à Collinée *« Non au désert breton »* !

Le caractère de ce rassemblement est positif parce qu'il met l'accent sur l'unité des travailleurs : ouvriers d'usines, pêcheurs touchés par la marée noire, agriculteurs et petits éleveurs, non-titulaires et temporaires, travailleurs immigrés. Et cela dans la perspective de la

Manifestation de soutien aux travailleurs des abattoirs Gilles à Collinée, le 28 janvier 1978.

UNE PERSPECTIVE : LA LUTTE

L'heure n'est plus à la discussion, l'heure est à la lutte. Nous comprenons que des travailleurs aient tendance à baisser les bras. Mais l'échec des partis de gauche ce n'est pas la défaite de la classe ouvrière. C'est la défaite de partis bourgeois qui voulaient se partager le gâteau, c'est la défaite des illusions électoralistes.

Le Programme commun a été depuis cinq ans le cimetière des luttes ouvrières, les travailleurs commencent à le comprendre.

Ceux qui se donnent aujourd'hui en spectacle à l'Élysée, en dehors de tout rapport de force, contribuent aussi à démobiliser les travailleurs.

Les travailleurs de la RATP et des chantiers navals Terrin font la démonstration que la classe ouvrière n'est pas résignée à attendre les prochaines élections.

Nous soutenons ce qui va dans le sens du combat de tous les travailleurs pour défendre leurs revendications de classe.

ENTREPRISES MENACÉES DE FERMER OU DE LICENCIER

Fonderie du Pas, Forges du Trégor, Albert à St-Quay.

Restructuration dans l'électronique à Lannion ; chômage technique au Joint Français ; licenciements de temporaires à Chaffoteaux.

Menaces sur le dépôt SNCF de St-Brieuc, dont la fermeture entrainerait la suppression de lignes secondaires.

On ferme aussi certaines sections de CET (Rostrenan), des classes ou des écoles primaires rurales, ce qui vide un pays de ses habitants.

UN MOIS DE REPORTAGE EN CHINE

DES JOURNALISTES RACONTENT...

Pendant un mois, des journalistes de l'« Humanité rouge » ont parcouru la Chine à l'invitation du « *Quotidien du peuple* », organe du Comité central du Parti communiste chinois. A partir de notre édition du lundi 29, et chaque jour jusqu'en juillet, nous consacrerons une page de notre journal aux articles, interviews et reportages qu'ils ont ramenés de Chine.

Lisez et faites lire cette série qui se poursuivra jusqu'en juillet (passez dès maintenant vos commandes à l'administration pour vous procurer la double page centrale de l'édition du 26 mai tirée à part, en affichettes, destinées à être collées en certains points précis : près des usines, dans certains quartiers, à proximité des kiosques diffusant notre journal).

Abonnez vous et faites abonner à l'Humanité rouge quotidien

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITE ROUGE
BP 61 75861 PARIS CEDEX 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Pendant la durée de la série, les lecteurs qui s'abonneront pour un ou trois mois recevront un classique du marxisme-léninisme (*« L'État et la révolution »* de Lénine, etc.): Ceux qui s'abonneront pour au moins six mois recevront, selon leur choix, le livre *«Dix syndicalistes en Chine »* ou *« Le Printemps révolutionnaire de Mai 1968 »* écrit par Jacques Jurquet.

Abonnez-vous à l'Humanité rouge bimensuel

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : . . . . . Prénom : . . . . . .
Rue : . . . . . Commune : . . . . . .
Code Postal : . . . . . .

Nos lecteurs qui désirent connaitre le bimensuel peuvent en recevoir gratuitement, en nous écrivant, quatre numéros, sans engagement de leur part. Utilisez cette initiative pour élargir l'audience du bimensuel.

• Ajaccio

EDF en difficulté

Voilà près d'un an, que l'EDF a ouvert un chantier à l'entrée d'Ajaccio. La montagne est largement entaillée, les coulages des fondations sont réalisés, c'est une centrale thermique EDF qui se construit. Voilà sept ans l'implantation d'une centrale semblable avait été refusée par la population dans le golfe de Valinco, pour les motifs suivants : atteintes graves à la santé et à l'environnement, sérieuse hypothèque sur le développement de l'agriculture dans la région. Voulant éviter une opposition des travailleurs et de la population d'Ajaccio, l'EDF a ouvert illégalement un nouveau chantier sans permis de construire sans qu'une enquête d'utilité publique ne soit commencée.

Le fonctionnement de la centrale thermique se fera avec 800 à 1 000 tonnes de fuel lourd, les rejets d'anhydride sulfureux auront de graves conséquences pour les asthmatiques, les cardiaques, les enfants, les personnes âgées.

La formation d'acide sulfuriques, les hydrocarbures imbrûlés seront désastreux pour les vergers, potages, pépinières, vignobles ; de plus, il y aura la stérilisation de la terre sous les lignes électriques. La pollution mettra la golfe d'Ajaccio en danger.

L'EDF pour expliquer la construction d'une telle centrale dit que dans deux ou trois ans, les excés de consommation d'électricité ne pourront être satisfaits et entraineront des interruptions de courant. Or, cette appréciation est trés exagérée. En effet, la dernière pointe de consommation d'électricité était de 95 MW environ alors que le répondant des installations actuelles est de 140 MW. De plus, en Corse, la politique du tout-électrique dans les ménages n'a pas tellement marché.

Le projet de l'EDF est dénoncé, une organisation écologiste se crée, le GARDE, qui dénonce la centrale comme hautement toxique pour la population et l'agriculture. La population est informée par tract, par communiqué dans la presse. Un millier de signatures seront recueillies contre la centrale. L'Ordre des médecins, les paysans vont se prononcer contre cette centrale. Le mécontentement grandit.. Par décision ministérielle, les travaux de la centrale sont arrêtés en mai 1978.

Mais trop d'intérêts sont en jeu. L'EDF ne veut pas lâcher le morceau. Appuyée par la CGT et le PCF qui soutiennent le projet au nom de « l'intérêt public ». L'EDF menace et fait pression. Une entreprise de construction liée par contrat à EDF vient de licencier 70 ouvriers immigrés. Ils seront expulsés dans un mois de leurs baraquements. L'EDF veut faire la loi, mais son arrogance est aussi la preuve d'une crainte devant le début de mobilisation contre la centrale thermique.

L'EDF, entreprise capitaliste, quoi qu'en disent les dirigeants CGT, PCF, pollue, ruine, les petits paysans, licencie des ouvriers... en Corse ses réves ne seront pas forcément réalités...

Correspondant HR

• Flamanville

Manifestation pour protester contre le reprise des travaux

Il faut rappeler qu'EDF, passant outre une décision de justice, s'est mise hors la loi en reprenant les travaux d'implantation de la centrale de Flamanville.

Hier dimanche, a eu lieu dans la Manche une manifestation organisée par le comité régional d'information et de lutte antinucléaire (CRILAN). Elle était soutenue par l'union régionale CFDT et aussi par le PCMLF. L'OCT et la LCR y avaient aussi appelé.

4 000 personnes, selon les organisateurs, ont défilé des Pieux jusqu'à Dielette, tout prés des lieux où ont repris les travaux de construction de la centrale.

Tout au long des sept kilométres parcourus, les manifestants scandaient : *« Arrêt immédiat des travaux »*, *« Les flics hors de Flamanville »* (Ils étaient mille hier, les flics, pour protéger les travaux) *« Mazoutés aujourd'hui, radioactifs demain »*, *« Ouvriers, paysans, pécheurs, tous unis contre la centrale »*, et le mot d'ordre *« Le capital pollue, exploite et assassine »* était souvent repris. Les manifestants se sont dispersés aprés que les organisateurs les aient appelés à rester mobilisés pour les actions à venir.

COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

• Loire-Atlantique

La municipalité de Trignac pour le boycott du Mundial

La municipalité de Trignac est une municipalité de gauche, composée majoritairement de membres du PCF et de militants socialistes. Elle a adopté il y a quelques jours une motion dénonçant la junte argentine dirigée par Videla, rappelant les milliers de disparus, de morts, les camps de concentration. La municipalité appelle, pour ces raisons, au boycott de la Coupe du monde.

Il est à noter que cette action s'inscrit contre la politique de la direction du PCF et du PS qui mènent une campagne (surtout celle du PCF) contre le boycott, accusant ses partisans d'irresponsabilité et de vouloir isoler le peuple argentin. Rappelons que la direction du PCF si elle admet la violation des droits de l'homme en Argentine n'accuse jamais la junte ni Videla qui pour elle représente une tendance démocratique.

L'AFP ne veut pas vexer la Junte

« Le Canard Enchainé » vient de révéler que la direction de l'AFP a adressé une note à son bureau de Buenos Aires le 20 mai dernier.

Dans cette note, la direction donnait la directive suivante : « *Ne faire allusion à la politique actuelle que sous forme incidente... Papiers vivants et colorés (comment vivent les Argentins : musique, gauchos, etc.)*. Une conception de l'information qui ne sera pas pour déplaire à la junte.

Le licenciement de deux chasseurs à l'hôtel Meurice

Deux chasseurs bagagistes de l'hôtel Meurice à Paris viennent d'être licenciés pour avoir refusé de monter les valises de représentants de la junte militaire argentine, apprend-t-on à la direction de l'hôtel.

L'affaire remonte à la nuit de jeudi à vendredi, quand les militaires argentins sont arrivés à l'hôtel. Les deux chasseurs refusent alors de monter leurs bagages dans les chambres. C'est le réceptionniste de l'hôtel qui effectuera ce travail. Les deux liftiers sont immédiatement mis à pied. Ils recevront le lendemain notification de leur licenciement.

Soutien au peuple argentin

MONT-SAINT-AIGNAN
Quatre heures pour l'Argentine
et l'Amérique latine
organisées par le COBA
et par Mai 73
le 1er juin de 20 h à 24 h
Au centre socio-culturel (Marc Sangnier)

AU PROGRAMME :
- Spectacle théâtral
- Musique : Higinio Mena et Senthaclos
- Diaporama
- Bouffe et boissons.

REIMS
Soirée Argentine
Jeudi 1er juin à 20 h 30
Salle Goulin (prés de l'avenue de Laon)
- Montage diapos – Musique latino-américaine.

MANIFESTATION
pour le boycott de la Coupe du monde
Vendredi 2 juin à 18 h
Devant le théâtre

• Nord

Inculpation d'une radio libre, «Radio-libre 59»

Samedi 27 mai 1978, en fin d'après-midi, la camionnette transportant l'émetteur de « Radio libre 59 » a été interceptée à Fives-Lille par le service régional de la police judiciaire (SRPJ). Elle venait de quitter le rassemblement populaire organisé par l'UOPDP, salle des fêtes de Fives.

Les occupants, trois animateurs de Radio libre 59 et deux responsables des « Amis de la terre » ont été arrêtés et emmenés avec le véhicule au local du SRPJ, rue Royale. Ils ont été retenus pendant plus de cinq heures pour interrogatoire. Cela dit, les animateurs sont aujourd'hui inculpés sous le prétexte de flagrant délit d'animation alors que la camionnette se trouvait à 1 500 mètres du lieu du meeting et n'émettait pas. Ces attaques ont pour origine plusieurs plaintes de TDF (la télévision) visant à garantir le monopole d'État en matiére de radio-diffusion.

Elles conduisent dans la pratique à la saisie d'un matériel qui, mis à part un émetteur et une antenne, se compose de tracts, d'affiches, de disques ou de magnétophones à usage personnel.

Dès le lendemain, sur le marché de Wazemmes et dans la rue de Béthune, à Lille, le collectif « radio-libre » dénonce la répression et les moyens employés par l'État et TDF pour saisir illégalement une radio qui ne se cache pas et qui accepte de discuter sur une éventuelle réglementation des ondes par son adhésion à l'ANLO (Association nationale pour la liberté des ondes).

Le collectif appelle les individus isolés, les habitants de la région, dans chaque quartier et les organisations luttant pour la liberté d'expression dans une finalité non-capitaliste à le soutenir par écrit (pétitions, etc.) et à continuer avec lui le combat pour la création d'une radio réalisée par les gens et pour les gens.

Il informe qu'il tiendra une conférence de presse lundi 29 mai à 17 h, 51, rue de Gand à Lille. Il invite les organisations et associations à prendre position dans la presse régionale et à participer à un meeting préparé en commun.

Champigny

Les résidents SONACOTRA participent à la fête sur l'environnement et le cadre de vie

Dimanche dernier, s'est déroulée à Champigny-sur-Marne (94) la Fête des pâquerettes sur le thème de l'environnement et le cadre de vie.

Plusieurs organisations y participèrent (amicale des locataires, PSU, PS, COBA)

Un stand des résidents immigrés des foyers Sonacotra en lutte s'est tenu malgré le boycott de la mairie PCF, qui leur a refusé un stand sous des prétextes vagues et qui a encore tenté de les refouler après sa construction.

Le plein succès du stand a permis beaucoup de discussions. Elles ont contribué à améliorer les liens avec la population.

Espérons que beaucoup d'autres initiatives de ce genre auront lieu.

Vive la juste lutte des foyers Sonacotra en grève!

Français-immigrés, une seule classe ouvrière !

Correspondant HR Val-de-Marne

DES JOURNALISTES RACONTENT...

Un mois de reportage en Chine

Le champ pétrolifère «Victoire»

Durant notre voyage dans la province de Chantoung située à quelques centaines de kilomètres au sud-est de Pékin, (en face du Japon), nous avons visité le champ pétrolifère « Victoire ». Moins connu à l'étranger que celui de Taking, il représente lui aussi un des avant-postes de la Chine dans la lutte pour l'indépendance énergétique et l'industrialisation.

Après un long voyage en chemin de fer depuis Pékin nous traversons en voiture des paysages à l'aspect assez désolé. Quelques touffes d'herbe, c'est toute la végétation que nous apercevons sur de larges étendues. La nuit tombe et notre voiture poursuit sa route faisant parfois de brusques écarts quand elle prend dans le faisceau de phares des charrettes qui s'en reviennent avec leur chargement. La route étant peu fréquentée, les paysans se sont souvent assoupis, allongés dans une couverture, et l'âne conduit la charrette à son gré, parfois au milieu de la chaussée.

Le lendemain, nous verrons sur des étendues autrefois désertiques de nombreux villages construits depuis moins de dix ans, avec des écoles et des jardins d'enfants d'où fusent les rires et une joyeuse rumeur.

Ces villages se suffisent à eux-mêmes au point de vue agricole grâce à des surfaces cultivées qui ont été arrachées à une terre pourtant ingrate et sont travaillées par les femmes des ouvriers pétroliers. Une région entière a été domestiquée par l'homme et contribue maintenant au bien-être de tout un peuple. C'est le résultat d'une dure lutte menée par les premiers ouvriers venus ici, de véritables pionniers... c'est peut-être aussi pour cela qu'ils ont appelé le premier puits découvert « Victoire ».

UN AVANT-POSTE DANS LA BATAILLE POUR LA PRODUCTION

Je suis content de recevoir la délégation de l'Humanité rouge nous dit le camarade qui nous accueille, c'est la première fois que nous recevons des camarades français. Je vais vous donner un aperçu du champ pétrolifère. Il a été édifié dans l'esprit de Taking « Indépendance et autonomie » et compte maintenant 100 000 ouvriers dont 20 % de femmes, ce qui représente, avec les familles, 200 000 habitants.

Des experts étrangers dont un docteur soviétique également géologue, nous avaient dit qu'on ne trouverait pas de pétrole ici, qu'il n'y en avait que sur les anciens fonds marins. Mais nous, nous avons appliqué le point de vue du président Mao, la pratique en premier lieu. En nous basant sur certains indices nous avons commencé des sondages dans une vaste région. Des hommes venus de l'équipe de forage de Taking, de la province du Setchouan, du Sinkiang ont constitué l'équipe de forage de la « Victoire ».

Au début de la bataille décisive, les conditions de travail étaient dures. Les dix-mille travailleurs venus là ont dû se construire de petites maisons pour s'abriter, boire de l'eau salée car on manquait d'eau potable. On manquait aussi de grues et il fallait porter des pièces de machine à dos d'homme. Il n'y avait pas de courant électrique et on s'éclairait avec des torches. Cependant, en moins d'un an, nous avons aussi mis en œuvre, au village de la « Victoire », un puits qui produit plus de cent tonnes par jour et a donné son nom au champ pétrolifère. Depuis dix ans, nous avons produit beaucoup de pétrole et accompli la tâche fixée par le plan d'État. Les bénéfices apportés à l'État représentent déjà trois fois et demi les sommes investies. La production de pétrole brut augmente de 28 % par an et l'équipe de forage 3252 a réussi à forer 150 000 mètres par an.

Pour exploiter ce champ pétrolifère, les ouvriers ont mené à bien le mouvement de la science et de l'expérimentation scientifique. Ainsi, nous avons nous-mêmes élaboré et fabriqué une foreuse qui peut forer jusqu'à 2 766 mètres de profondeur.

Sur le plan de l'édification nous suivons l'enseignement du Premier ministre Chou En-lai « associer la ville et la campagne, les ouvriers et les paysans ». Nous avons créé des villages dispersés d'ouvriers et de paysans où vivent les ouvriers pétroliers et leurs familles qui cultivent 7 000 ha ; l'an dernier, on a récolté 35 millions de livres de céréales.

Le responsable d'un des dix secteurs du champ pétrolifère.

UN ÉTAT ET UN PARTI QUI FONT ALLER DE L'AVANT

Une telle bataille ne pouvait manquer d'engendrer des travailleurs à la trempe exceptionnelle semblables à « l'homme de fer », héros de Taking si souvent donné en exemple.

Et en effet, les ouvriers et ouvrières que nous avons vus nous ont paru posséder les meilleures qualités de la classe ouvrière. Sans doute parce que c'est dans la lutte que celle-ci déploie toute sa combativité, son initiative et sa créativité. Ils nous ont rappelé les Lip et bien d'autres ouvriers rencontrés au cours des grandes luttes de chez nous.

Mais en Chine, si tant d'ouvriers réalisent de véritables prodiges, c'est encouragés et stimulés par l'État socialiste et le Parti communiste. Ainsi, nous avons pu voir un « groupe féminin rouge » dont la vocation est d'ouvrir aux femmes des métiers jusque là réservés exclusivement ou en grande part aux hommes. C'est qu'au départ, les ouvriers pétroliers avaient du mal à concevoir que les femmes puissent partager leurs durs travaux. En ont-elles la capacité, ne ralentiraient-elles pas le travail par manque d'habitude et faute de connaître la technique ? Mais les jeunes femmes chinoises veulent apprendre à faire le même travail que les hommes et les organismes du parti et de l'État ont encouragé la constitution d'une équipe de femmes. Elles vont apprendre la technique, chercher à montrer leurs capacités et à frayer la voie à la constitution d'équipes mixtes comme il en existe déjà dans les usines de mécanique telle l'usine de machines-outils de Shanghaï.

« Ce qu'un homme peut faire, une femme le peut », c'est au prix d'un tel effort que cela se réalise. Comme on le voit, le socialisme ne permet pas d'en finir comme d'un coup de baguette magique avec les différentes inégalités et injustices des sociétés exploiteuses qui l'ont précédé. Mais en acquérant une position dominante, la classe ouvrière au pouvoir se donne les moyens de mobiliser le peuple pour réduire progressivement ces inégalités par la lutte..

CHINE SOCIALISTE : LA RÉALITÉ FÉCONDE DU SOCIALISME

C'est cela la réalité du socialisme en Chine. N'est-elle pas bien plus féconde, plus riche, plus réaliste que le rêve d'un socialisme abstrait que certains ont pu imaginer. N'est-elle pas plus encourageante aussi, car on peut en toucher du doigt la solidité et les perpectives... Dans notre pays capitaliste, la classe ouvrière a parfois l'impression de piétiner malgré les conquêtes que lui permettent ses luttes. Car elle est en position dominée et le pouvoir d'État confère à la bourgeoisie bien des moyens pour s'efforcer de revenir sur ce qu'elle a cédé. En Chine, la classe ouvrière détient le pouvoir, l'État socialiste l'encourage à avancer grâce à sa position dominante.

Là-bas, en Chine, on ne peut sûrement pas dire que ça marche comme sur des roulettes, il faut pousser pour que ça avance, mais quand la classe ouvrière organisée dans son parti communiste pousse... ça avance. Voilà quelle était notre conclusion et de quoi nous avons discuté en quittant le champ pétrolifère de la « Victoire ».

Jean NESTOR

La responsable d'une station de pompage et de concentration discute avec un de nos journalistes.

Demain : la commune de Shanghaï.

ORLOV AU SECRET

Mme Irina Orlova a déclaré lundi qu'elle ne pouvait rendre visite à son mari, condamné pour « activités anti-soviétiques » à sept ans de camp à régime sévère.

Youri Orlov, fondateur du groupe moscovite pour l'application des accords d'Helsinki, est au secret depuis son arrestation, il y a quinze mois.

Après sa condamnation, le 18 mai dernier, Mme Irina Orlova avait demandé une première fois sans succès l'autorisation de voir son mari, comme il est de tradition après un jugement. Sa deuxième demande s'est heurtée à un refus parce que, lui a-t-on déclaré, le juge qui a prononcé la sentence, Mme Loubentsova, se trouve « en vacances ».

COMORES : BIZARRE !

Un communiqué du nouveau « directoire politico-militaire » des Comores a annoncé que l'ex-président destitué, Ali Soilih, placé en résidence surveillée, a « *trouvé la mort dans une tentative d'évasion* ». Une mort qui survient à point pour empêcher la tenue du procès public pour haute trahison, annoncé peu auparavant.

MUNDIAL : PORTE CLOSE A L'AMBASSADE D'ARGENTINE

Une délégation des quatre syndicats de l'Union nationale des syndicats de journalistes (SNJ-CFDT, CGT et FO) s'est vue interdire par les forces de répression, lundi après-midi, l'accès à l'ambassade d'Argentine à Paris où elle était venue déposer une pétition adressée au général Videla.

Dans cette pétition, qui a recueilli à ce jour 2 311 signatures de journalistes français, l'UNSJ demande la libération des journalistes argentins emprisonnés, des informations sur les disparus et le rétablissement des libertés démocratiques en Argentine.

MAGASIN MONTLAUR (NIMES)

La grève continue malgré le blocage par la direction des grévistes à l'aide de gros camions de la société. La direction prétend qu'il y a uniquement 10 à 15 % de grévistes alors que toutes les caisses sont vides, y compris le magasin.

Les acheteurs nimois désertent le magasin pour appuyer la grève témoignant de leur solidarité.

Des employés de Montlaur à Nimes.

MANIFESTATIONS APRES L'INTERVENTION DE LA POLICE SUR LE CHANTIER DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE PALUEL

Trois manifestations organisées contre l'intervention des forces de répression, le 24 mai dernier, sur le chantier de la centrale nucléaire de Paluel, ont eu lieu lundi à Rouen, Dieppe et Le Havre.

Près de 1 500 personnes ont manifesté devant la préfecture à Rouen et se sont dispersées sans incident après une prise de parole des responsables syndicaux. A Dieppe et au Havre, les manifestations ont réuni une centaine de personnes.

Par ailleurs, le mouvement de grève déclenché le 10 mai par la quasi-totalité des 900 employés de l'entreprise « Génie civil » s'est étendu lundi par solidarité aux salariés des quatre autres entreprises travaillant sur le site de Paluel, soit environ 600 personnes.

Les employés de « Génie civil » réclament l'ouverture de négocations en vue d'obtenir une augmentation de salaire et l'amélioration de leurs conditions de travail.

GREVE DE LA FAIM DE SEIZE CHILIENS

Seize Chiliens exilés ont entamé une grève de la faim illimitée, à Paris, en solidarité avec les membres de familles de disparus au Chili, qui ont engagé une action similaire à Santiago depuis le 27 mai.

Ces seize Chiliens qui, tous, sont sans nouvelles d'un membre de leur famille ou qui sont d'anciens prisonniers, ont expliqué lundi, au cours d'une conférence de presse, qu'ils voulaient ainsi « *exiger des éclaircissements sur la situation des prisonniers disparus, en particulier sur 567 d'entre eux dont le cas a été présenté à la junte militaire* ».

« *Jusqu'à présent, les autorités chiliennes ont toujours nié les détenir, mais nous avons des preuves formelles de leur arrestation* » ont ajouté les grévistes de la faim qui demandent à « *la communauté internationale, et particulièrement aux autorités françaises, de réclamer au gouvernement chilien des informations précises sur les détenus disparus* ».

Les grévistes de la faim se sont installés dans le local paroissial de l'église Saint-Paul du Marais.

D'après Marchais

«Tout va bien dans le PCF»

Marchais a affirmé lundi au micro de TF1 que : « *L'immense majorité de son parti repousse l'entreprise fractionnelle qui sert les intérêts de la droite au pouvoir mais aussi du PS qui apparaît comme le fer de lance de cette entreprise* ».

Il a affirmé que sur 98 comités fédéraux du PCF, aucun n'avait remis en cause la politique et l'action de la direction du PCF.

D'après lui, dans 65 cellules seulement sur 27 000 une majorité s'est dégagée pour contester cette politique et 5 sections sur 2 724 ont émis un vote critique.

Évoquant la pétition de « *300 personnes* », contestant le fonctionnement démocratique de PCF – il s'agit en fait d'adhérents de ce parti qui sont maintenant plus de 600 signataires de cette pétition – il a déclaré avec beaucoup de morgue : « *C'est cela la contestation. Au total un millier sur 630 000 adhérents. C'est une infime minorité marginale qui mène une activité fractionnelle qui viole les statuts de notre parti.* » Il s'est enfin réjoui du « *large débat ouvert au sein du PCF, une grand discussion comme nous n'en avons jamais connue, une discussion riche, très riche même et qui montre la volonté d'approfondir la situation* ». Marchais devait terminer cette intervention très défensive par la mise en avant d'une solution d'une remarquable originalité :... « *une seule politique est valable, celle du Programme commun* ».

Voilà qui ne risque pas d'apaiser le vent de fronde et de colère surgi dans les rangs-mêmes du PCF et contestant sa politique. Marchais a beau dire, « *le riche débat démocratique* » dont il ne parle jamais que pour annoncer sa clôture, laisse un goût de cendres aux militants de ce parti. Ils n'entendent pas voir leurs légitimes interpellations expédiées avec quelques statistiques truquées sur l'unanimité régnant au sein du PCF.

UNE BROCHURE A LIRE ET A RELIRE

Aux lendemains de la première agression social-impérialiste russe contre le Zaïre, en mai 1977, des communistes marxistes-léninistes zaïrois publiaient une brochure intitulée : «*Zaïre, poursuivre fermement la lutte contre le social-impérialisme russe et ses laquais* ».

Celle-ci reste importante aujourd'hui pour comprendre correctement les derniers éléments de la situation qui se développe au Shaba.

Au sommaire :

- *La situation internationale*
- *Le Zaïre :*
  - *Une tradition de résistance*
  - *Le social-impérialisme russe, ennemi le plus dangereux de notre peuple.*
  - *Pour un parti marxiste-léniniste du Zaïre.*

Commandez-la aux Éditions APN, aux librairies « Les Herbes sauvages » (Paris) ou « La Force du livre » (Lyon). L'exemplaire : 3 F.

• Hôpital Saint Anne

Un premier recul de la direction

L'hôpital Saint-Anne est toujours en grève. La direction s'est livrée samedi soir à une provocation contre les grévistes. A la demande de la préfecture de Paris il a envoyé une note de service pour que les médecins et médecins-chefs, dans leurs services, fassent une liste de grévistes pour leur retirer 1/30e de leur salaire. Dès que la nouvelle a été connue, 150 grévistes se sont rendus à la direction et ont obligé le directeur à signer la suspension de cette note. Les grévistes considèrent que c'est là une attaque dans la mesure où les médicaux effectuent les soins.

Lundi, l'assemblée générale qui regroupait 400 personnes, a reçu le soutien de 22 médecins et internes qui se sont déclarés solidaires. Il a été dit que la préfecture de police téléphone chaque jour au directeur adjoint pour connaître ce qui se passe dans l'hôpital. Le syndicat des artistes CFDT apportera son concours à la prochaine journée « portes-ouvertes » qui aura lieu vendredi prochain. Une motion de soutien au peuple argentin a été lue.

A la fin de l'assemblée générale, la décision est prise de retourner à la direction, tous bien décidés à rester jusqu'à ce que la note du directeur et de la préfecture ne soit pas simplement suspendue mais abolie définitivement.

Le secrétaire de la CGT s'est livré à une petite manœuvre de diversion. Il a refusé de continuer alors que l'ensemble des gens voulaient rester.

Les élèves en grande majorité refusent de passer l'examen de 1e en 2e année. Ils contestent les contrôles de connaissances injustes et qui sont un moyen de sélection.

A l'entrée de l'hôpital est affichée une motion de soutien aux petits paysans de Bretagne. Ceux-ci sont internés arbitrairement en hôpital psychiatrique, ceci non pour des raisons médicales mais pour leur opposition à la politique de remembrement.

• Zambie

«L'Afrique doit être africaine»

La Zambie s'est trouvée involontairement mêlée aux derniers événements du Shaba puisque c'est par son territoire que les mercenaires katangais ont transité à partir de l'Angola pour s'infiltrer au Zaïre. De nombreux accrochages se sont produits récemment à la frontière commune des deux pays entre l'armée zambienne et des Katangais cherchant à rejoindre l'Angola.

Le commentaire du « Times of Zambia » sur la situation du Zaïre, se révèle donc d'un grand intérêt. « *L'Afrique doit être africaine* », déclare le journal, « *elle n'est pas un jouet dans la rivalité étrangère* ». Le commentaire souligne que, dés le début, le Zaïre a été victime des interventions étrangéres qui utilisent des éléments dissidents pour affaiblir le pouvoir central. La leçon que les pays africains doivent tirer des événements du Shaba « *est qu'ils doivent se garder de devenir un pion dans la politique des grandes puissances... L'unité du peuple est la voie la plus sûre pour épargner à l'Afrique la guerre provoquée par l'étranger* ».

• Tchécoslovaquie

Ode au dictateur

La Tchécoslovaquie se prépare à accueillir «*ses chers hôtes soviétiques* » et en particulier Léonid Brejnev, «*grand ami des peuples tchèque et slovaque, remarquable homme politique de notre époque* », écrivent lundi les « Izvestia » dans une correspondance de Prague.

Le chef du PC et de l'État soviétiques doit arriver mardi à Prague dans la matinée, bien que la date du début de cette «*visite officielle d'amitié* » n'ait toujours pas été annoncée.

Les « Izvestia » soulignent que les liens politiques et économiques entre l'URSS et la Tchécoslovaquie se sont considérablement renforcés «*en particulier au cours des dernières années* ».

«*Il n'y a pas une seule question du développement social contemporain sur laquelle les PC soviétique et tchécoslovaque ne soient pas entièrement d'accord* » écrit le quotidien soviétique.

Et pour cause puisque, depuis l'occupation brutale de la Tchécoslovaquie par les troupes de Brejnev, il y a 10 ans, c'est Moscou qui tient les rênes du pouvoirs à Prague !

Elles notent également que pour la Tchécoslovaquie, pays pauvre en matières premières «*des liens économiques étroits avec l'URSS* » sont «*indispensables au développement de l'économie nationale* ».

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP IMP La Nouvelle Dépôt légal : 2e trimestre 1978